

À l'égard de l'enseignement supérieur DES ATTENTES INSISTANTES

*par Vincent Berthet et Claude Royon **

Un nombre restreint de citoyens ont une opinion sur ce que l'enseignement supérieur peut ou devrait apporter à la société dans le sens du développement durable. Leur réflexion ébauche cependant le profil d'une réelle demande sociale à cet égard.

Priorité à la formation continue pour contribuer à un développement durable (DD) ! Cadres de collectivités territoriales ou d'un grand établissement financier, politiques, dirigeants associatifs, industriels... l'ensemble des interlocuteurs contactés par l'équipe d'Economie & Humanisme convergent sur ce point, et pour deux raisons.

L'une est conjoncturelle : les pratiques du développement ne peuvent progresser dès maintenant dans un sens de « durabilité » que si les responsables au pouvoir dans les entreprises, l'administration internationale, nationale ou territoriale, la vie politique, les associations (et également le système éducatif !) intègrent l'intérêt de cette démarche et amorcent un certain nombre de virages dans leurs critères de décision ou de compréhension des situations. « Aux postes clés, dans tous les secteurs, de même que l'on vérifie la rigueur comptable ou financière d'une activité, des dirigeants doivent être là pour obliger à une cohérence avec le DD, souligne l'un des responsables de l'Alliance consommateurs-agriculteurs-écologistes ; encore faut-il que cet enjeu soit compris et valorisé... On voit bien la place secondaire assignée aux "conseillers en DD" lorsqu'ils existent »...

Une deuxième motivation, plus fondamentale, nourrit l'intérêt pour la formation continue : celle-ci serait plus adéquate, plus cohérente avec les compétences à acquérir que les formations initiales. Affaire d'expérience, de maturation des professionnels, une formation au service du DD étant plus réaliste, donc plus solide, lorsque ceux qui y ont recours se sont déjà confrontés aux conflits d'intérêts entre divers acteurs, aux arbitrages difficiles entre le présent et l'avenir (notamment dans les entreprises), à l'impact social négatif des décisions environnementales les plus justifiables (1)... « La philosophie du DD, on peut l'apprendre à l'Université ; la complexité des jeux d'acteurs dont il faut tenir compte pour la mettre en œuvre, ce n'est que plus tard qu'elle peut être réellement intégrée », évalue par exemple l'une des chargées de mission « DD » d'une grande agglomération.

Les Universités, centres de formation scientifique et technique, centres de formation des personnels territoriaux et des fonc-

** Rédacteurs
d'Economie &
Humanisme*

(1) Ainsi du renforcement de la ségrégation urbaine atteignant les quartiers d'habitat social proches des établissements industriels dangereux. Cf. **Y. Blein**, « Contrer les risques d'apartheid écologique », **Economie & Humanisme** n° 360, mars 2002.



tionnaires d'État... sont donc appelés d'une part à multiplier les propositions de formation « DD » ouvertes aux salariés et aux adultes en général, d'autre part à infléchir celles qu'ils organisent déjà pour ces publics vers une familiarisation à la complexité du DD. Par extension, ce sont des itinéraires de formation en alternance qui sont avant tout souhaités.

Dans la même ligne, ce qui est attendu ou espéré pour les formations initiales (du moins par la minorité qui y accorde intérêt sans réduire cette conception récente du développement à un « verdissement ») (2) est avant tout une greffe de l'attention au DD sur l'ensemble des formations existantes, davantage que l'ouverture de sections, filières, diplômes spécifiques – les appréciations à l'égard des quelques cursus spécifiques déjà en activité sont pour le moins mitigées. Des généralistes, des initiateurs, des médiateurs au service de la percée du DD seraient nécessaires, mais en petit nombre ; « on peut se former vraiment dans le sens du DD en devenant économiste, urbaniste, travailleur social, spécialiste des espaces naturels ou des risques... pour autant que ces enseignements et ces compétences ne soient pas vécus comme auto-suffisants », résume un cadre chargé du développement économique territorial. Universités, grandes écoles, etc. sont invitées à la fois à s'ouvrir sur l'extérieur, à établir de véritables liens avec toutes les organisations qui d'une façon ou d'une autre ont un rôle dans le développement, mais aussi à se réformer de l'intérieur : « ne pas désertier les spécificités et identités professionnelles, car elles permettent ensuite à un diplômé d'être reconnu et de dialoguer avec ses pairs, mais, quelle que soit la porte d'entrée disciplinaire, penser systémique », telle est la suggestion essentielle qui fait consensus. Il en va également de la formation permanente... des enseignants, trop souvent enclins à sous-traiter l'approche du DD plutôt qu'à transformer leurs méthodes, leurs programmes et leurs cours à sa lumière.

Certains vont jusqu'à suggérer que les établissements d'enseignement s'appliquent à eux-mêmes un certain nombre de critères du DD : exigences techniques (3), systématisation de la place des « projets » appliqués dans la validation des études, mécanismes, plus aboutis que dans les habitudes actuelles, de participation des étudiants et de prises de décisions concertées.

Une inquiétude assez partagée est perceptible en concomitance avec l'ensemble de ces attentes : celle de voir des jeunes ingénieurs, cadres et autres diplômés du supérieur relativement préparés à assumer la complexité du DD, mais ceci en vain vu la pression des résultats économiques et financiers attendus à court terme, dans les entreprises marchandes et même dans les services publics.

*en synthèse des propos recueillis par
Vincent Berthet et Claude Royon*

(2) « La catégorie d'appartenance de l'acteur (chef d'entreprise, syndicaliste, politique...) à la source du discours sur le DD est souvent un bon indicateur du degré de réforme sous-entendu derrière l'utilisation de l'expression *développement durable* », évaluent par exemple Corinne Gendron et Jean-Pierre Revéret à l'issue de leur étude sur les implications réelles du discours sur le DD émanant de divers milieux socioprofessionnels. « Les développements durables : voyage au cœur des représentations sociales », Chaire Economie & Humanisme de l'Université du Québec à Montréal.

(3) Lire plus loin la présentation, par S. Szymkowiak, des « éco-campus ».